

*L'énergie*

La croissance restera bien inférieure à son potentiel si le gouvernement maintient l'attitude qu'il a eue jusqu'ici. Il n'y a pas de politique énergétique. Les libéraux nous ont défaits le 13 décembre, il y a eu dix mois hier, sur la question de notre budget et de notre politique énergétique, qu'ils n'ont pas encore remplacés. Entre-temps, l'industrie canadienne perd un temps précieux et de magnifiques occasions d'exploiter nos richesses naturelles. Il s'offrira au cours des sept prochaines années des occasions d'emplois pour 350,000 personnes dans tout le Canada. Une grande partie de ces emplois seront créés par les achats d'équipement dont on estime la valeur à 120 milliards de dollars et qui se concentreront dans la région centrale.

La remontée possible de notre industrie manufacturière est presque sans égale dans notre histoire. Les vastes projets énergétiques sont l'occasion d'agrandir et de moderniser les industries manufacturières en vue de fournir les multiples marchandises et services nécessaires. Il faudra non seulement préparer les plans et diriger la construction, mais aussi fournir des tuyaux d'acier, des soupapes, des postes de compression, du matériel de construction, des bâtiments préfabriqués, du matériel de soudure, des génératrices d'électricité et ainsi de suite. Notre secteur de la fabrication de matériel pour l'industrie du gaz et du pétrole est en passe de devenir l'un des plus avancés technologiquement du monde. Tous ces biens sont fabriqués au Canada. Encore faut-il que l'industrie manufacturière de base puisse s'appuyer sur une expansion économique et des programmes énergétiques solides, sinon il ne se créera pas d'emplois, il ne se construira pas d'usines et notre déficit de la balance commerciale, déjà trop élevé, s'accroîtra davantage.

Plus précisément, le projet Alsands de production de pétrole synthétique qui soit coûter 7 milliards de dollars aura des retombées économiques de 23,5 milliards de dollars dont 6,2 milliards en Ontario uniquement. Les organisateurs de ce projet poursuivent les travaux malgré les risques qu'ils courent, en espérant que le dossier de l'énergie sera bientôt réglé dans notre pays. Le projet à Cold Lake d'ampleur comparable, est dans la même situation. Si le gouvernement ne fait pas connaître sa politique énergétique, les deux projets seront vraisemblablement suspendus. Je crois savoir que le projet de Cold Lake emploie 500 ingénieurs. Si ce projet est arrêté, les ingénieurs vont aller chercher de l'embauche ailleurs et il faudra du temps pour remettre les choses en train. La réalisation de ce projet sera différée. Nous laisserons passer un temps précieux avant que ces nouvelles réserves de pétrole ne puissent être exploitées. Les investissements seront remis. Des emplois seront perdus. Notre balance commerciale se détériorera à cause de la facture pétrolière. Enfin, nous perdrons du terrain sur nos partenaires industriels.

Aujourd'hui, nous faisons figure de proue dans le monde. Le Venezuela qui a des gisements bitumineux géants, les gisements de l'Orinoco, s'est déjà intéressé à notre technologie dans ce domaine. Si nous ne continuons pas à la développer, d'autres pays vont nous supplanter au point que nous risquons de devoir un jour importer ces nouveaux moyens techniques au lieu de les exporter.

C'est la même chose dans le cas des projets de pipe-lines en terrain difficile. Le gazoduc de la société Foothills exigera des tuyaux d'une valeur approximative de 2 milliards de dollars, et les commandes seront réparties à peu près également entre les

sociétés Stelco de Hamilton et IPSCO de Regina. Les turbines coûteront environ 200 millions, les soupapes et les autres matériaux quelque 70 millions. Selon les prévisions, ce pipeline apportera à l'industrie ontarienne des commandes dépassant un milliard de dollars. Et ce qui est tout aussi important, les entreprises et les ingénieurs canadiens spécialisés dans la construction de pipe-lines seront à l'avant-garde technologique et pourront avantageusement proposer leurs services pour d'autres projets semblables ailleurs dans le monde.

L'industrie automobile nord-américaine traverse actuellement une difficile période de transition entre la production d'énormes véhicules bouffant outrageusement l'essence et celle de voitures plus compactes et plus économes d'énergie. Des milliers de travailleurs sont en chômage parce que les constructeurs étrangers ont doublé leur part du marché depuis quatre ans. Je me suis rendu récemment à Washington et à Détroit, avec six de mes collègues, afin de mieux connaître l'industrie automobile. On nous a dit que la politique énergétique des États-Unis et celle du Canada avaient contribué considérablement à faire naître ces problèmes.

Depuis un certain temps, les consommateurs de l'Amérique du Nord sont à l'abri des répercussions des hausses du prix de l'essence. Pour leur part, les consommateurs du Japon et de l'Allemagne ont dû faire face à ces hausses de prix. A cause de cela, les fabricants d'automobiles du Japon et de l'Allemagne ont été les premiers à mettre au point des automobiles qui consomment peu d'essence. Quand les consommateurs nord-américains ont dû faire face à la deuxième vague de hausses de prix du pétrole à la suite de la révolution en Iran, ils se sont tournés rapidement vers des automobiles plus petites. Comme les fabricants nord-américains n'avaient rien à offrir aux nombreux consommateurs qui demandaient des autos plus petites, les constructeurs japonais et allemands ont pris la relève. C'est un exemple classique de la façon dont une politique gouvernementale peu réaliste se laisse dépasser par les forces du marché, au détriment de l'industrie locale. Le gouvernement des États-Unis l'a reconnu. Pour sa part, le gouvernement du Canada refuse encore de se rendre à l'évidence.

Si vous me le permettez, je vous donnerai un autre exemple, qui concerne celui-là une industrie de l'avenir. On entend parler de toutes sortes de mesures importantes prises dans d'autres pays pour exploiter de nouvelles sources d'énergie, par exemple le gasohol, l'énergie solaire, l'énergie éolienne ou des centrales hydro-électriques miniatures. Pourquoi fait-on si peu dans ce sens au Canada où nous avons le climat et la capacité industrielle nécessaires pour utiliser de telles sources d'énergie? C'est très simple, monsieur l'Orateur. Tant que nous n'aurons pas de politiques énergétiques appropriées—et l'aspect le plus important de ces politiques est le prix de l'énergie—ces innovations seront faites dans d'autres pays et le Canada ratera l'occasion de mettre sur pied une importante industrie nouvelle. Le prix élevé de l'énergie dans les autres pays favorise énormément et de façon tout à fait naturelle la mise au point de cette nouvelle technologie. La situation est la même à cet égard que pour la mise au point d'une automobile qui consomme peu d'essence.

La Banque Royale a publié récemment des chiffres qui analysent la situation d'un autre point de vue. A cause des prix trop bas au Canada et aux États-Unis, notre industrie utilise l'énergie de façon inefficace. La Banque Royale a évalué par